

# En attendant les élections...

## LES PARTIS

### POLITIQUES DOIVENT SE PRONONCER CLAIREMENT !

Depuis un an et demi, la société québécoise vit les tergiversations d'un gouvernement minoritaire bousculé par les positions partisans d'une opposition peu favorable aux travailleurs et aux travailleuses.

Dès les premiers mois, plusieurs décisions du gouvernement Marois ont eu l'heur de déplaire fortement à nos membres : le maintien de la taxe santé, les coupes dans l'aide sociale ou le recul sur l'imposition des gains sur le capital et les dividendes.

Les derniers mois ont vu, par contre, certaines avancées comme le report de l'équilibre budgétaire, la mise en œuvre d'une politique industrielle, le lancement d'un chantier sur l'électrification des transports ou la réflexion visant à assurer la pérennité des régimes

de retraite à prestations déterminées.

Conformément à ses statuts, la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec œuvre à la promotion des intérêts professionnels de ses membres, mais aussi à la promotion sociale, économique, culturelle et politique des travailleurs et des travailleuses. La FTQ souhaite donc l'élection d'un gouvernement qui s'engagera résolument à développer le Québec sur ces bases.

Lors des élections de septembre 2012, la FTQ avait adopté une plateforme faisant état de ses priorités, dont on reprend ici l'essentiel. Selon nos priorités, le gouvernement que nous souhaitons doit donc mettre en œuvre les orientations suivantes.



Fédération  
des travailleurs  
et travailleuses  
du Québec

**FTQ**

Mars 2014

## LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Il appartient à l'État de contrer le fossé qui s'élargit entre les plus riches et les plus pauvres et de faire le choix d'une prestation publique des services à la population, plus précisément en pensant à :

- + développer la première ligne en soins de santé et de services sociaux ainsi que des soins et des services pour les personnes âgées, tout en mettant fin à la privatisation et à l'usage de la tarification;
- + garantir un accès au système d'éducation à tous les niveaux et développer la formation professionnelle et continue de la main-d'œuvre;
- + améliorer le régime public de retraite (RRQ) et assurer la viabilité des régimes complémentaires de retraite à prestations déterminées;
- + créer une caisse d'assurance-emploi autonome, qui pourrait entre autres récupérer les sommes que le fédéral veut investir de manière unilatérale en formation de la main-d'œuvre.

## LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Un développement économique durable doit être encadré par le gouvernement, tout en respectant les communautés et l'environnement, et en assurant des retombées sociales. Ceci est réalisable par l'investissement des sommes nécessaires à la mise en œuvre :

- + d'une politique industrielle qui vient soutenir le secteur manufacturier et les PME, et qui promeut le développement et l'adoption de technologies vertes;
- + d'une politique d'exploitation des ressources naturelles et énergétiques qui assure de justes redevances et valorise la deuxième et la troisième transformation;
- + d'une politique d'électrification des transports en commun.

## EN ATTENDANT LES ÉLECTIONS...

**LES PARTIS POLITIQUES DOIVENT SE PRONONCER CLAIREMENT !**



Fédération  
des travailleurs  
et travailleuses  
du Québec

**FTQ**

[www.ftq.qc.ca](http://www.ftq.qc.ca)

### L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Un soutien gouvernemental au développement du mouvement syndical est primordial, puisque les syndicats sont un des moyens essentiels pour assurer une plus grande démocratie et plus de justice dans les milieux de travail et dans la société. Pour ce faire, l'État doit assurer :

- + un véritable accès à la syndicalisation, à la négociation et à la grève sans recours à des lois spéciales;
- + d'une harmonisation des lois du secteur de la forêt qui assurerait le droit à la syndicalisation et à la négociation, et permettrait de bâtir et maintenir des conditions de travail stables et attrayantes;
- + des conditions de rémunération compétitives dans le but de favoriser l'attraction et la rétention d'une main-d'œuvre compétente dans les secteurs public et parapublic;
- + des modifications à la Loi sur les normes du travail pour assurer l'équité intergénérationnelle, par l'interdiction des disparités de traitement et de meilleures conditions de conciliation travail – vie personnelle;

+ une pleine application de la Loi sur la santé et la sécurité du travail à tous les travailleurs et à toutes les travailleuses, dans tous les secteurs d'activité.

### LES MOYENS DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE

Le gouvernement que nous voulons doit aussi prendre les moyens permettant d'atteindre de tels objectifs en ne craignant pas d'aller à contre-courant des tendances désastreuses des dernières décennies :

- + mettre en œuvre des mesures fiscales plus progressives pour les particuliers et s'assurer d'une contribution fiscale équitable des entreprises et des institutions financières, afin de garantir des revenus suffisants pour financer adéquatement les services publics;
- + s'engager à soutenir les fonds de travailleurs;
- + cesser de recourir aux compressions budgétaires ou aux coupes de services qui mettent en danger l'accès et la qualité des services publics;
- + défendre les intérêts des Québécois et des Québécoises face au gouvernement fédéral

en prenant les mesures appropriées, par exemple en matière d'assurance-emploi, de formation de la main-d'œuvre, d'amélioration du régime de retraite public (RRQ) et d'infrastructures, comme la construction du pont Champlain, de manière à répondre aux besoins définis par le Québec.

### LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET L'IDENTITÉ NATIONALE

Le gouvernement doit prendre à cœur la défense et la promotion de la culture et des arts, de la langue française et de l'identité québécoise, plus précisément en pensant à :

- + améliorer la Charte de la langue française au chapitre de la francisation des milieux de travail;
- + investir les sommes nécessaires pour soutenir la création ainsi que l'accès de la population à divers lieux ou activités culturelles;
- + proposer à la population du Québec un nouvel examen de la situation du Québec dans la fédération canadienne.